CONVENTION SUR LES ZONES HUMIDES

54e Réunion du Comité permanent

Gland, Suisse, 23 avril – 27 avril 2017

**Doc. SC54-7.1 Rev1**

**Questions financières et budgétaires**

**Rapport sur les questions financières pour 2016-2018**

**Mesures requises :**

Le Comité permanent est invité à :

1. examiner et accepter les états financiers vérifiés au 31 décembre 2016 ci-joints ;
2. examiner et accepter les états financiers vérifiés au 31 décembre 2017 ;
3. prendre note des résultats du budget administratif pour 2017 et du report de l'excédent de 2017 ;
4. prendre note de l'état du financement affecté à des projets et des contributions volontaires pour 2017 ;
5. prendre note de l'état des contributions volontaires de la Région Afrique et donner des directives au Secrétariat sur l'utilisation du solde ;
6. approuver les ajustements proposés par le Secrétariat au budget administratif approuvé par la COP12 pour 2018 ;
7. prendre note de l'état du financement des réunions préalables à la Conférence des Parties et de la treizième Session de la Conférence des Parties et encourager les contributions volontaires supplémentaires ;
8. examiner l'avenir du Fonds de petites subventions et faire des recommandations à la COP13 ;
9. décider de l'utilisation des soldes non affectés identifiés dans le document ;
10. prendre note de l'examen de la gestion des fonds affectés à des projets ; et
11. prendre note des propositions du Secrétariat concernant la gestion des fonds affectés à des projets.

**Généralités**

1. Le présent rapport traite des questions financières relatives au budget administratif et au budget affecté à des projets de la Convention de Ramsar pour la période 2016-2018. Cette révision a pour but de refléter les résultats financiers finaux au 31 décembre 2017 sur la base de l’avis de vérification émis le 9 avril 2017.

2. Les améliorations apportées à la gestion financière du Secrétariat ont été validées par les vérificateurs externes. Le Secrétariat a renforcé ses capacités, la plupart des mécanismes ayant été appliqués conformément aux politiques et procédures de l'UICN, le cas échéant, des mécanismes et procédures connexes ayant été mis en place en 2017, et certains modèles et lignes directrices étant finalisés en 2018. Les capacités ont été renforcées à cet égard et des objectifs de performance ont été inclus dans les postes de direction. La répartition des contrôles internes entre l'UICN et Ramsar a été documentée. Le suivi ultérieur dépendra des résultats de l’examen de la gestion conduit par l’Unité de surveillance de l’UICN.

**Résultats pour 2016 – budget administratif**

3. Comme annoncé et convenu pendant la 53e Réunion du Comité permanent (Décision SC53-26), l’audit des états financiers 2016 a été reporté jusqu’après la 53e Réunion du Comité permanent. Les états financiers pour 2016, vérifés au 31 décembre 2016, ont été présentés le 28 juillet 2017 et communiqués au Comité exécutif et au Président du Sous-groupe sur les finances le 3 août 2017.

4. Le Comité exécutif a recommandé que le rapport du vérificateur soit examiné et accepté par le Sous-groupe sur les finances et qu'il soit communiqué ensuite au Comité permanent.

5. Plusieurs points de vue ont été exprimés au sein du Sous-groupe sur les finances, mais aucune réponse globale n'a été fournie. Les comptes vérifiés n'ont donc pas été communiqués au Comité permanent ni affichés sur le site Web. Le Comité permanent est invité à examiner et accepter les états financiers pour 2016 vérifiés au 31 décembre 2016, qui figurent à l'annexe 1. L’ensemble des états financiers vérifiés complets pour 2016, y compris les notes et l’opinion d’audit, ont été publiés[[1]](#footnote-1) à des fins d’examen par le Comité permanent.

**Résultats pour 2017 –budget administratif**

6. La synthèse des résultats du budget administratif pour 2017 figurant à l’annexe 2 montre le budget approuvé pour 2017, l'utilisation autorisée en 2017 de l’excédent de 2016 d’un montant de 294 000 CHF, conformément à la Décision SC53-29, le jeu d’écriture concernant les lignes budgétaires des voyages conformément à la proposition intersessions adressée au Sous-groupe sur les finances, comme demandé dans la Décision SC53-28, ainsi que les prévisions finales de revenus et de dépenses pour 2017, telles que confirmées par l’opinion d’audit du 9 avril 2018. L'annexe indique également le solde projeté au 31 décembre 2017, avec l'écart entre les montants effectifs et le budget.

7. Les états financier complets, y compris les notes et l’opinion d’audit pour l'exercice 2017, ont également été publiés[[2]](#footnote-2) à des fins d’examen par le Comité permanent. Le Comité permanent est invité à les examiner et à les accepter.

8. Le jeu d’écriture du budget des voyages cité ci-dessus vient en réponse à la Décision SC53-28 et a été soumise au Sous-groupe sur les finances. Ce changement reflète les postes vacants en 2017 ainsi que les nouveaux postes. Les modifications proposées ont été apportées.

9. Fin 2017, le budget administratif montrait un excédent de CHF 825 000. Cet excédent budgétaire inclus les 294 000 CHF d’excédent de 2016 alloués au budget 2017[[3]](#footnote-3) et, de ce fait, l’excédent des revenus par rapport aux dépenses pour 2017, selon les états financiers, est de 531 000 CHF (voir aussi l’annexe 2). L’excédent budgétaire d’un montant de 825 000 CHF s’explique par dépenses moins élevées que prévu d’un montant de 842 000 CHF et 17 000 CHF par rapport au budget. L’écart budgétaire s’explique par des vacances de postes qui ont été pourvues tout au long de l'année. Le tableau 1 ci-dessous présente un récapitulatif.

*Tableau 1 : Synthèse de l’excédent du budget administratif 2017 (en milliers de CHF, erreurs possibles d’arrondis comprises)*

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Catégorie / Département** | **Économies / (Dépassements budgétaires) 2017** | **Commentaires** |
| Cadres supérieurs | 103 | Vacance du poste d’adjoint pendant les premiers mois de 2017 |
| Coordinateur des partenariats | 184 | Vacance du poste de directeur, mobilisation des ressources et sensibilisation pendant pratiquement les trois premiers trimestres de 2017 |
| Appui et conseils aux Régions | 140 | Salaires et charges sociales (76 000) et excédent de 77 000 pour des missions consultatives en 2018  |
| Appui aux Initiatives régionales | 28 | Excédent de l’Initiative régionale du bassin de l’Amazone à reporter sur 2018 |
| Services scientifiques et techniques | 83 | Vacance du poste de chef, sciences et politiques, jusqu’au 3e trimestre (81 000) |
| Communications | 55 | Excédent à hauteur de 56 000 du programme de CESP et des communications en raison de la vacance de poste de directeur, mobilisation des ressources et sensibilisation |
| Administration/SISR/Web | 254 | Salaires et charges sociales (107 000), en raison essentiellement du congé médical partiel de l’assistant administratif ; dépassement budgétaire à hauteur de 15 000 au titre des recrutements et indemnités de départ en raison du pourvoi de plusieurs poste vacants en 2017 ; solde de 70 000 au titre du SISR et de 92 000 au titre du soutien et développement du site web en raison de la réduction des besoins de développement des systèmes |
| Coûts de fonctionnement | 27 | Dont un solde de 26 000 va à la planification et au renforcement des capacités, à dépenser en 2018 en plus du budget supplémentaire autorisé pour 2018 |
| Services au Comité permanent | 35 | Économies principalement liées au solde de 26 000 pour les autres réunions (**dont 8 000 pour la réunion du Comité exécutif et 32 000 pour l'interprétation aux réunions précédant la COP prévues en 2018**) |
| Coûts des services administratifs de l’UICN | 21 | Les services administratifs ont été budgétisés au maximum ; les dépenses réelles ont été légèrement inférieures aux prévisions |
| Provisions, pertes de change et services juridiques  | -88 | Dépassement budgétaire principalement dû à l'augmentation de la provision pour créances irrécouvrables de 67 000 et de la provision pour congés de 40 000. Comprend des gains de change de 22 000. |
|   |   |   |
| **Total** | **842** | **Total des économies budgétaires - 2017** |
|   |   |   |
| Déficit des revenus par rapport au budget | -17 | 10 000 en moins en impôt et 8 000 en moins pour les autres revenus (comme les revenus d’intérêts)  |
|   |   |   |
| **Excédent global projeté pour 2017 à reporter sur 2018** | **825** |   |

Note : inclut l’utilisation autorisée du surplus de 2017

**En gras**: Provenant de l’excédent budgétaire à dépenser en 2018 – total de 134 000 CHF

10. Les points suivants sont soumis à l’examen du Comité permanent :

a. Le résultat prévisionnel pour les revenus a généralement été conforme au budget, à l'exception de l'impôt qui a été inférieur de 10 000 CHF au budget en raison des vacances de postes, et des autres revenus, notamment les revenus d’intérêts, qui ont été inférieurs de 7 000 CHF au montant prévu dans le budget.

b. Le montant total des coûts salariaux s'est élevé à 3 026 000, ce qui correspond à un taux d'exécution du budget de 88%, et les coûts salariaux ont représenté 67% du montant total des dépenses prévues.

c. Aucune augmentation du coût de la vie imposée par l'UICN n'est entrée en vigueur depuis 2011. Il est proposé d’appliquer à Ramsar en 2019 les augmentations de salaires fondées sur les performances mises en œuvre par l'UICN en 2017, le Secrétariat devant d'abord mettre en place le nouveau système de performance en ligne (voir document SC54-7.3).

d. Les provisions ont été supérieures au budget, principalement en raison de l'augmentation de la provision pour créances irrécouvrables de 67 000 CHF par rapport à 2016 et de l'augmentation de 40 000 CHF de la provision pour congés par rapport à 2016. Un gain de change de 22 000 CHF a été enregistré.

11. Suite à la décision de la Secrétaire général, entérinée par le Comité permanent et les vérificateurs aux comptes, de mettre fin à la pratique consistant à transférer les excédents du fonds administratif vers les fonds affectés aux projets, le Secrétariat a répondu à la demande formulée dans la Décision SC53-31, de faire rapport au Sous-groupe, sur la base du cahier des charges relatif à l'administration financière de la Convention contenu dans le paragraphe 8 de l’annexe 3 de la Résolution 5.2 ; de créer une réserve opérationnelle sur une base pilote, si nécessaire ; et de faire rapport sur son expérience à la 54e Réunion du Comité permanent. Afin de gérer de manière plus transparente l'allocation des excédents de 2016 approuvée par lors de la 53e Réunion du Comité permanent, le Secrétariat a pris pour modèle la pratique d'autres conventions et a inclus l'utilisation approuvée des excédents à des fins spécifiques dans le budget administratif approuvé pour 2017, en introduisant des codes spéciaux et en apportant les ajustements nécessaires au système financier pour permettre un suivi efficace et transparent de l'utilisation de ces fonds. Toutes les utilisations des ressources administratives, et notamment l'utilisation autorisée des fonds excédentaires, figurent dans le rapport sur les résultats provisoires à l'annexe 2. Pour l’avenir, le Secrétariat ne juge utile de créer une réserve opérationnelle et propose plutôt d’appliquer le paragraphe 8 de l’annexe 3 de la Résolution 5.2, comme mentionné dans la Décision SC53-31 (voir ci-dessous). Il propose en outre d'indiquer et de coder les excédents comme décrit ci-dessus, ce qui est également conforme au fonctionnement des autres conventions.

12. Les fonds qui, avant 2017, avaient été transférés à des projets, restent dans la catégorie des fonds affectés à des projets et sont utilisés aux fins spécifiques approuvées par le Sous-groupe sur les finances au paragraphe c) du projet de rapport de la réunion du Sous-groupe sur les finances (30 mai, 1er et 2 juin 2017). On trouvera une synthèse de ces activités dans le rapport sur les fonds affectés à des projets à l'annexe 3.

**Utilisation des excédents de 2017**

13. Le Secrétariat propose de maintenir la réserve à 762 000 CHF, ce qui correspond à 15% du budget administratif annuel approuvé par la COP12, conformément à la Résolution XII. 1. Étant donné qu'il s'agit du niveau cible maximum approuvé par la Conférence des Parties, il n'est pas nécessaire de réaffecter des ressources à cette fin.

14. En ce qui concerne l’excédent pour 2017 des fonds alloués qui s’élève à 825 000 CHF (sous-utilisation du budget administratif à hauteur de 842 000 CHF, moins un manque à gagner de 17 000 CHF, voir annexe 2), comme indiqué au paragraphe 11, le Secrétariat propose de reporter à 2018 tout solde de crédits non engagés ou dépensés par ligne budgétaire, comme le prévoient les dispositions relatives à l'administration financière de la Convention figurant au paragraphe 8, annexe 3 de la Résolution 5.2. appliquées au cycle 2016-2018 conformément à la Résolution XII. 1. Le Secrétariat propose de faire rapport sur la totalité du solde pour la période triennale à la fin de cette période.

**Résultats pour 2017 : budget administratif et contributions volontaires**

15. L'état des ressources affectées à des projets au 31 décembre 2017 figure à l'annexe 3. En 2017, comme le montre l'annexe 3, des contributions volontaires d’un montant de 420 000 CHF et des contributions volontaires de la Région Afrique à hauteur de 14 000 CHF ont été versées. Combinées aux pertes et gains de change, il en résulte un montant total de 444 000 CHF au titre des ressources non administratives.

16. Les contributions volontaires reçues en 2017 figurent au tableau 2 ci-dessous. Conformément à la Décision SC53-32, le tableau 2 fait la synthèse des contributions volontaires reçues en 2017, les reliant aux priorités pertinentes de la Conférence des Parties, conformément à l'annexe 3 de la Résolution XII. 1.

*Tableau 2 : Contributions volontaires non administratives reçues en 2017 (en milliers de francs suisses)*

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Donateur** | **Montant** | **Commentaire** | **Priorité non administrative conformément à l’annexe 3 de la Résolution XII.1** |
| Emaar | 68 |   | Missions consultatives Ramsar à l’intention des Parties ayant demandé une assistance |
| WWF | 13 |   | Missions consultatives Ramsar à l’intention des Parties ayant demandé une assistance |
| PNUE | 25 | Projet InforMea  | Poursuite du développement du SISR, des services informatiques (site Web)  |
| Australie | 7 |   | Réunions régionales précédant la COP13 (soutien aux délégués et prise en charge des dépenses liées aux réunions préparatoires) |
| Canada | 31 |   | Réunions régionales précédant la COP13 (soutien aux délégués et prise en charge des dépenses liées aux réunions préparatoires) |
| Norvège | 7 |   | Réunions régionales précédant la COP13 (soutien aux délégués et prise en charge des dépenses liées aux réunions préparatoires) |
| MAVA | 141 | Conservation du patrimoine naturel et culturel des zones humides  |   |
| Japon | 87 | Nagao Wetland Fund |   |
| États-Unis d’Amérique\* | 41 | Projet World Wetlands for the Future  |   |
| **Total** | **420** |  |  |

\* Comprend 4 000 CHF d’autres revenus. La contribution volontaire des États-Unis à hauteur de 1 065 799 au budget administratif 2017 figure dans le document SC54-7.2

17. En outre, Star Alliance a fourni une contribution en nature sous forme de billets d'avion d'une valeur totale de 24 133 CHF (20 911 EUR) en 2017.

18. Concernant Danone, un montant total de 222 000 EUR pour 2017 a été reçu en 2018. La réorientation des priorités de Danone s'est traduite par une réduction du financement de la Journée mondiale des zones humides, qui est passé de 92 500 CHF en 2017 à 42 500 CHF en 2018 et sera de 28 080 CHF en 2019. D'autres sources de financement non administratif devront être trouvées au cours des prochaines années pour soutenir les activités de la Journée mondiale des zones humides et les Prix Ramsar, si on veut les maintenir.

19. Pour 2018, au moment où était finalisée la version initiale du présent document, le Canada s’était engagé à contribuer à hauteur de 2 000 CHF et la Suisse à hauteur de 100 000 CHF au financement des réunions précédant la COP. La Suisse a autorisé le Secrétariat à utiliser 100 000 CHF du solde du projet « Admin » relatif au financement accordé par la Suisse à cette fin (un rapport détaillé sur le projet Admin a été présenté lors de la 53e Réunion du Comité permanent et le solde du Fonds de la subvention suisse pour l’Afrique a été communiqué au donateur en mai 2017). La Finlande a annoncé une promesse de contribution à hauteur de 10 000 EUR pour financer des activités de CESP et du GEST en 2018.

20. Le Secrétariat exprime sa sincère reconnaissance aux Parties contractantes et aux donateurs pour leurs contributions volontaires aux activités non administratives de la Convention.

*Contributions volontaires de la Région Afrique*

21. Les Parties contractantes de la région Afrique ont versé des contributions volontaires à hauteur de 14 275 CHF pour 2017 et les années précédentes. Si on ajoute les 2 000 CHF de soldes « anciens » transférés vers les contributions volontaires de la Région Afrique en 2017 avec l’autorisation du Sous-groupe sur les finances figurant au par. e du projet de rapport de la réunion du Sous-groupe sur les finances qui s’est déroulée les 30 mai, 1er et 2 juin 2017, on arrive à un montant total de 31 000 CHF au titre des contributions volontaires de la Région Afrique au 31 décembre 2017 (voir annexe 3).

22. Aux termes du paragraphe 23 de la Résolution X. 2, ces contributions doivent être spécifiquement attribuées aux Initiatives régionales africaines. La Décision SC53-37 donne instruction au Secrétariat d’obtenir l’avis de la Région Afrique sur l’attribution du solde de 2016. Comme il n'existe pas de mécanisme officiel pour obtenir une décision de la Région Afrique sur l'utilisation de ces fonds, le Secrétariat demande au Comité permanent de lui donner des orientations en adoptant une décision sur la manière de répartir ces ressources. Le Secrétariat propose d'utiliser ce solde pour soutenir les délégués africains parrainés pour participer à la Conférence des Parties, voir tableau 3 ci-dessous.

**Budget administratif 2018**

23. Une synthèse du budget 2018 approuvé par la COP12 figure à l'annexe 4. L’annexe comprend l'utilisation en 2018 de l’excédent de 2016 d’un montant de 112 000 CHF, conformément à la Décision SC53-29 – soit 57 000 CHF alloués pour financer un assistant comptable à temps partiel et 55 000 CHF affectés à la planification et au renforcement des capacités en 2018.

The Secretariat further proposes to shift CHF 5K in travel budget from the salary line of Resource Mobilization and Outreach to travel of Science and Policy to allow for the Director, Science and Policy and the STRP Chair to travel. From the same line, the Secretariat proposes to shift CHF 10K to travel of Regional Advice and Support to cover the 2017 deficit in that line.

24. Le Secrétariat propose quelques modifications au budget approuvé par la Conférence des Parties. Comme en 2017, le Secrétariat propose de transférer la ligne budgétaire « salaires et charges sociales » à hauteur de 180 000 CHF des « communications » à la rubrique « sciences et politiques » compte tenu des postes actuels du Secrétariat. Le Secrétariat propose en outre de transférer 5 000 CHF du budget « déplacements » attribué à la rubrique « mobilisation des ressources et sensibilisation » aux déplacements sous la rubrique « sciences et politiques » pour permettre au Chef, sciences et politiques, et au Président du GEST de voyager. De cette même ligne budgétaire, le Secrétariat propose de transférer 10 000 CHF aux déplacements sous la rubrique « appui et conseils aux régions » pour couvrir le déficit de 2017 dans cette ligne budgétaire.

25. À la ligne G. « Administration », en raison des mouvements de personnel anticipés pour 2018, les besoins en matière recrutement et indemnités de départ devraient augmenter ; le Secrétariat propose donc d’ajouter 45 000 CHF à cette ligne budgétaire, compte tenu du fait que le dépassement du budget projeté à hauteur de 15 000 CHF en 2017 sera reporté sur 2018. Par ailleurs, puisque l’UICN a implanté, à partir de janvier 2018, une agence de voyage sur son site chargée de délivrer les titres de transport pour les voyages officiels du personnel de Ramsar et de l’UICN, le coût de cet implant, à hauteur de 20 000 CHF par an, doit être couvert par le budget administratif de Ramsar. Ces frais supplémentaires seront compensés par une diminution du coût des voyages, car cet implant évitera les frais de billetterie pour chaque billet émis. De plus, étant donné que Ramsar suit les politiques d'achat de l'UICN, l'utilisation de cet implant devrait entraîner également des économies d'échelle pour Ramsar si l’organisation n’effectue plus ses propres achats. Le fonctionnement et l'efficacité de l’implant seront évalués en temps utile. Pour couvrir les dépassements de provision prévus à hauteur de 87 000 CHF en 2017 lors du transfert de fonds de 2017 à 2018, il convient d’ajouter au moins 80 000 CHF aux provisions pour 2018.

26. Pour couvrir les augmentations proposées d’allocations budgétaires pour 2018, le Secrétariat propose de réduire le financement affecté à la ligne budgétaire « appui et développement du Web » ainsi que les fonds affectés au SISR d’un montant de 40 000 CHF chacun, considérant que ces deux postes nécessiteront moins de financement à l'avenir, et que les deux lignes budgétaires ont économisé des fonds en 2017 qu’il est proposé de reporter sur 2018. En outre, pour 2018, il est proposé de réduire de 80 000 CHF la ligne salariale relative à la mobilisation des ressources et à la sensibilisation, compte tenu du report prévu de 2017 à 2018 d’un montant de 122 000 CHF résultant d’une vacance du poste partielle en 2017. Il s’agit donc d’une économie unique en 2018.

27. On dispose également d’un solde non alloué de 44 000 CHF provenant du solde non affecté d’un excédent enregistré en 2016, conformément à la décision SC53-29 (voir annexe 4). Le Secrétariat propose de réserver ce montant comme contribution aux coûts futurs de la révision du Plan stratégique Ramsar 2019-2021 (voir le document SC54-8), conformément à la synthèse présentée dans le tableau 4.

**Examen des soldes non administratifs**

*État du financement des réunions précédant la COP13*

28. Le Secrétariat a la tâche difficile de réunir des fonds à la fois pour la COP13 et pour financer cinq réunions précédant la COP et il souhaite remercier toutes les Parties contractantes qui ont apporté des contributions pour financer ces réunions (voir tableau 2). Pour ces réunions préparatoires, un financement à hauteur de 179 000 CHF était disponible (voir tableau 3 ci-dessous), sur un montant total nécessaire de 287 000 CHF pour couvrir l’organisation des réunions et pour parrainer les déplacements des délégués éligibles. Le déficit était donc de

108 000 CHF (voir tableau 4 ci-dessous). Cet écart est réparti entre les régions de la manière suivante : 15 000 CHF pour l'Afrique, 40 000 CHF pour l'Asie et 53 000 CHF pour les Amériques. Le 23 janvier 2018, le Secrétariat a demandé au Comité exécutif d'autoriser l'utilisation des anciens soldes d’un montant de 81 000 CHF prévus pour la COP (49 000) et le Comité permanent (32 000) pour financer les réunions préparatoires à la COP (voir tableau 4). Ces

81 000 CHF font partie d’« anciens » soldes d’un montant de 114 000 CHF dont le Sous-groupe pour les finances a autorisé le transfert du projet « Admin » aux activités auxquelles ils étaient initialement destinés (voir par. e) du projet de rapport de la réunion du Sous-groupe pour les finances (30 mai, 1er et 2 juin 2017)). Le Secrétariat a en outre proposé d'utiliser jusqu'à 60 000 CHF de l’excédent de 2016 mis de côté en cas de besoin et disponibilité de fonds pour les Initiatives régionales (décision SC53-29). Sur recommandation du Comité exécutif, le Secrétariat a présenté cette demande au Sous-groupe pour les finances le 6 février 2018. La demande a été approuvée le 10 février 2018 et le Secrétariat a pris les mesures nécessaires.

*Table 3 : État du financement des réunions précédant la COP13 (en milliers de CHF)*

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Montant total du financement requis** | **287** |   |   |
| **Montant total des fonds levés** | **179** | 32 | Interprétation aux réunions préparatoires de la COP autorisée lors de la 53e Réunion du Comité permanent (Fonds pris sur l’excédent administratif de 2016) |
|  |  | 147 | Contributions des Parties contractantes reçues / promises (voir tableau 3) |
| **Déficit** | **108** |   |   |

29. Pour la COP 13, selon les estimations du Secrétariat, le financement nécessaire total s’élève à 600 000 CHF. Le Secrétariat fera de son mieux pour mobiliser des ressources afin d'aider les délégués parrainés à participer à la réunion. Toutefois, compte tenu de la difficulté que représente la collecte de fonds pour financer la COP et les cinq réunions précédant la COP au cours de la même année, qui engage, dans certains cas, les mêmes donateurs, le Secrétariat considère qu'il est peu probable que des fonds soient mobilisés pour répondre à la totalité des besoins. Par conséquent, le Secrétariat estime qu'il est important d'identifier des scénarios permettant de s'assurer que toutes les Parties pourront participer à la COP13. Le Secrétariat a recensé les soldes existants dans le tableau 4 ci-dessous et propose que le Comité permanent autorise l'utilisation de ces soldes pour financer les voyages des délégués à la Conférence des Parties en cas de déficit. Les soldes sont estimés à 309 000 CHF et figurent au tableau 4. Le Secrétariat encourage les Parties contractantes à verser des contributions volontaires pour financer les voyages des délégués parrainés et garantir une pleine participation à la COP13.

*Fonds de petites subventions*

30. La Résolution XII. 1 demande au Comité permanent d’examiner le fonctionnement du Fonds de petites subventions durant la période triennale et de décider de manière définitive de la poursuite ou de la cessation du Fonds de petites subventions pour examen à la 13e Session de la Conférence des Parties contractantes.

31. Le Secrétariat donne les informations suivantes pour faciliter l’examen :

a. Aucune contribution n'a été versée au Fonds depuis 2012 ;

b. Certaines Parties contractantes ont élaboré des programmes visant à fournir un soutien financier aux projets nationaux axés sur la conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides, répondant aux exigences spécifiques des donateurs. Il s'agit notamment de la subvention suisse pour l'Afrique et du Fonds Wetlands for the Future, financés respectivement par les gouvernements suisse et américain. Ces programmes reproduisent l'intention du Fonds de petites subventions ;

c. Les Parties contractantes qui sont des pays donateurs versent des contributions directement aux projets, puisque que les donateurs s'orientent de plus en plus vers des approches axées sur les résultats et l'optimisation des ressources, ce qui rend plus difficile la collecte de fonds communs à utiliser selon des règles et des priorités établies par un autre organisme. Cette approche a eu un impact sur l'efficacité du Fonds en tant que moyen d'aider les pays en développement à assurer la conservation et l'utilisation rationnelle de leurs zones humides ;

d. Il existe des fonds multilatéraux tels que le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et le Fonds vert pour le climat (GCF) qui sont des instruments bien connus ;

e. Les Parties contractantes n’ont soumis aucune proposition de subventions depuis 2015, date à laquelle la décision SC48-12 a demandé au Secrétariat de ne pas lancer d’appel à propositions pour le Fonds de petites subventions ;

f. La charge administrative, pour les Parties contractantes, qui consiste à demander et mettre en œuvre une subvention est considérée comme élevée ;

g. La charge administrative, pour le Secrétariat, qui consiste à gérer le processus de subventions et les subventions elles-mêmes est élevée ;

h. La viabilité à long terme du fonds nécessitera à la fois des engagements financiers à long terme de la part des Parties contractantes et du temps que le personnel du Secrétariat devra consacrer pour collecter activement des fonds ;

i. Le fonds comporte actuellement un solde non dépensé de 137 000 CHF.

32. Le Secrétariat propose que le Comité permanent, à sa 54e Réunion, examine les points ci-dessus et prenne une décision sur la question de savoir si le programme du Fonds de petites subventions doit être poursuivi ou non et que cette décision soit incluse dans le projet de résolution sur les questions financières, qui sera examiné à la 13e Session de la Conférence des Parties. Le Comité permanent est en outre invité à donner des orientations au Secrétariat sur la manière dont le solde de 137 000 CHF devra être réparti s’il était décidé de mettre fin au programme de petites subventions (voir tableau 4).

*Examen des soldes non administratifs et proposition d’utilisation de ces fonds*

33. La Secrétaire générale a passé en revue la gestion financière du Secrétariat et a fait part des questions préoccupantes et d'un plan d'action au Comité exécutif, au GTF, à la 53e Réunion du Comté permanent et aux vérificateurs. La gestion des ressources non administratives constitue un problème majeur. Le Secrétariat a poursuivi la mise en œuvre de son plan d'action et a mis en place une approche plus structurée et transparente de l'utilisation des fonds non administratifs et des soldes. L'examen interne des anciens projets non administratifs s'est poursuivi et, en 2017, des mesures de clôture nécessaires ont été prises, ce qui a entraîné la fermeture de 35 projets dans le système financier. Des améliorations sont également apportées aux processus et procédures ainsi qu'au système, en étroite coopération avec l'UICN. Les soldes identifiés ci-après sont présentés à des fins d'examen à la 54e Réunion du Comité permanent et résumés dans le tableau 4 ci-dessous.

34. Le financement administratif de l'Initiative régionale WACOWET a pris fin en 2009 et le solde est inscrit dans les registres depuis cette date. A la fin de l'année 2017, le solde était de 49 000 CHF (voir annexe 4). Sur ce montant, 20 000 CHF se rapportent aux contributions volontaires non utilisées de l’Afrique. Le Secrétariat propose de reverser ces 20 000 CHF aux contributions volontaires de l’Afrique. Le Secrétariat invite le Comité permanent à se prononcer sur l'utilisation du solde restant de 29 000 CHF.

35. Le financement du Centre pour l'Afrique de l'Est a cessé il y a quelques années avec un solde de clôture de 27 000 CHF (voir annexe 3). Le Comité permanent est invité à se prononcer sur l'utilisation de ces fonds.

36. Conformément à la recommandation du Sous-groupe pour les finances (voir par. e du projet de rapport de la réunion du Sous-groupe pour les finances - 30 mai, 1er et 2 juin 2017), le Secrétariat propose d'utiliser l’« ancien » solde de 116 000 CHF dans le projet « admin » relatif aux priorités de la COP, conformément à la Résolution XII. 1, pour financer les voyages des délégués parrainés à la COP13.

37. Le tableau 4 ci-dessous récapitule tous les soldes identifiés pour examen et décision par le Comité permanent. Comme indiqué au paragraphe 32, en raison des difficultés rencontrées dans la collecte de fonds, sur une même période, pour financer les réunions précédant la COP ainsi que la Conférence des Parties, le Secrétariat propose d'utiliser les soldes qui n'ont pas encore été réaffectés pour financer la participation des délégués parrainés à la treizième Session de la Conférence des Parties. En outre, il est proposé d'utiliser ces soldes pour compléter le budget nécessaire à l'examen du Plan stratégique 2019-2021, soit un montant supplémentaire de 6 000 CHF (voir par. 27 ci-dessus).

*Tableau 4 : Proposition d’utilisation des excédents des fonds non administratifs*

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Nom du projet** | **Solde au 31 décembre 2017 (en milliers de CHF)** | **Utilisation proposée du solde** |
| Initiative régionale WACOWET  | 49 | À décider lors de 54e Réunion du Comité permanent (29 000), Transfert aux contributions volontaires de l’Afrique (20 000) |
| Centre d’Afrique de l’Est | 27 | À décider lors de 54e Réunion du Comité permanent\* |
| Fonds de petites subventions | 137 | À décider lors de 54e Réunion du Comité permanent\* |
| Solde des projets « admin » affecté aux priorités de la COP | 116 | À décider lors de 54e Réunion du Comité permanent\* |
| Solde des contributions volontaires de l’Afrique | 29 | À décider lors de 54e Réunion du Comité permanent\* |
| « Ancien » solde affecté à la COP (après transfert du projet admin au projet COP autorisé par le Sous-groupe sur les finances, par. e du projet de rapport de la réunion du Sous-groupe sur les finances - 30 mai, 1er et 2 juin 2017)  | 49 | À utiliser pour les réunions précédant la COP en 2018, sur autorisation du Sous-groupe sur les finances en date du 10 février 2018 |
| « Ancien » solde affecté au Comité permanent (après transfert du projet admin au projet COP autorisé par le Sous-groupe sur les finances, par. e du projet de rapport de la réunion du Sous-groupe sur les finances (30 mai, 1er et 2 juin 2017)) | 32 | À utiliser pour les réunions précédant la COP en 2018, sur autorisation du Sous-groupe sur les finances en date du 10 février 2018 |
| Excédent de 2016 mis de côté en cas de besoin et disponibilité de fonds pour les Initiatives régionales (Décision SC53-29) | 60 | 27 000 sur 60 000 à utiliser pour les réunions précédant la COP en 2018, sur autorisation du Sous-groupe sur les finances en date du 10 février 2018 |
| Excédent de 2016 non alloué (Décision SC53-29) | 44 | Pourrait être réservé pour des dépenses futures liées au Plan stratégique pour la période triennale 2019-2021 |
| **Total** | **543** |   |

\* voir recommandation du Secrétariat visant à donner la priorité au financement des voyages des délégués parrainés pour la COP13

38. En outre, la Décision SC53-33 demandait au Secrétariat de prendre des mesures pour procéder à un examen externe des projets non administratifs. La Secrétaire générale a demandé à l'Unité de surveillance de l'UICN d'entreprendre cet examen de la gestion et des finances. L'examen est en cours et les résultats seront communiqués aux Parties contractantes dès qu'il sera achevé. Les vérificateurs externes ont accueilli favorablement cette initiative.

*Gestion par le Secrétariat des fonds non administratifs*

39. Dans le passé, la gestion des fonds non administratifs a toujours été *ad hoc* et parfois non conforme aux politiques de l'UICN en matière de ressources humaines et de politiques financières. Pour ce qui est des autres domaines de travail, le Secrétariat cherche à aligner ses pratiques sur les politiques et procédures de l'UICN. Lorsqu'il s’avère nécessaire de mettre en place des capacités, l'UICN recommande que, pour des tâches spécifiques, limitées dans le temps et à court terme, le Secrétariat assure cette capacité en engageant des consultants. Pour les tâches qui requièrent des capacités à temps plein et à plus long terme, la politique de l'UICN veut que le personnel du projet soit recruté conformément à la politique des ressources humaines de l'UICN. Cela signifie que le personnel du projet sera employé dans les mêmes conditions que le personnel administratif, mais que les contrats prendront fin une fois le projet terminé.

40. De même, la gestion des coûts indirects/frais généraux ou des frais de gestion doit être harmonisée avec les politiques de l'UICN. Conformément aux Lignes directrices de l'UICN pour la budgétisation des projets, le Secrétariat Ramsar facture des frais de gestion pour couvrir les coûts indirects/frais généraux, afin d'éviter que ces coûts ne soient pris en charge par le budget administratif. Selon les politiques de l'UICN, ces sommes devraient être utilisées dans le cadre d'activités liées à l'appui aux programmes (administration, conseils juridiques, formation, collecte de fonds, évaluation, etc.) et aux communications. Elles pourraient également être utilisées si le projet entraînait des coûts supplémentaires relatifs au projet à verser à l'UICN. Le Secrétariat propose d’appliquer cette approche à l'utilisation des coûts indirects/frais généraux en cours et futurs, ou des frais de gestion et des soldes existants.

**Annexe 1**

**État financier vérifié au 31 décembre 2016 (modèle de rapport suisse)**

**I. Bilan au 31 décembre**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| *en milliers de francs suisses (CHF '000s)* |  **Notes**  |  **2016**  |   |  **2015**  |
| **ACTIF** |   |   |   |   |   |   |
| **Actif à court terme** |   |   |   |   |   |   |
|  Liquidités et dépôts bancaires à court terme |   | 4 599 |   |   | 4 652 |   |
|  Comptes à recevoir de Parties contractantes (montant net) | 6 | 624 |   |   | 658 |   |
|  Autres comptes à recevoir | 7 | 98 |   |   | 88 |   |
| **Total – Actif à court terme** |   | **5 321** |  |  | **5 398** |  |
|  |   |   |   |   |   |   |
| **Total – Actif à long terme** | 9 | **21** |  |  | **34** |  |
|   |   |  |   |   |   |   |
| **TOTAL ACTIF** |   | **5 342** |  |  | **5 432** |  |
|   |   |   |   |   |   |   |
| **PASSIF ET SOLDE DE FONDS** |   |   |   |   |   |   |
| **Passif à court terme** |   |   |   |   |   |   |
|  Sommes dues à l’UICN |   | 277 |   |   | 775 |   |
|  Autres comptes à payer | 8 | 766 |   |   | 630 |   |
|  Charges à payer |   | 111 |   |   | 293 |   |
| **Total – Passif à court terme** |   | **1 154** |  |  | **1 698** |  |
|  |   |   |   |   |   |   |
| **Provisions** |   |   |   |   |   |   |
|  Rapatriement de personnel | 5 | 120 |   |   | 124 |   |
|  Congés  | 5 | 100 |   |   | 165 |   |
|  Résiliation de contrats | 5 | 89 |   |   | 227 |   |
| **Total - Provisions** |   | **309** |  |  | **516** |  |
|  |   |  |  |  |  |  |
| **Fonds et réserves** |   |   |   |   |   |   |
|  Fonds de réserve non affectés | 11 | 1 270 |   |   | 372 |   |
|  Fonds affectés à des projets | 12 | 2 609 |   |   | 2 846 |   |
| **Total – Fonds de réserve** |   | **3 879** |  |  | **3 218** |  |
|  |   |  |  |  |  |  |
| **TOTAL – PASSIF ET SOLDE DE FONDS** |   | **5 342** |  |  | **5 432** |  |

**II. État des revenus et des dépenses pour l’exercice clos au 31 décembre**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  | **2016** |  | **2015** |
| *en milliers de francs suisses (CHF)* | **Notes** | **Fonds administratifs** |  | **Fonds affectés à des projets** |  | **Total** |  | **Fonds administratifs** |  | **Fonds affectés à des projets** |  | **Total** |
| **Revenus** |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| *Revenus externes :* |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| Contributions des Parties contractantes |   | 3 779  |   |  |   | 3 779  |   | 3 779  |   |  -  |   | 3 779  |
| Contributions volontaires des États-Unis |   | 1,066  |   | 76  |   | 1 142  |   | 1 066  |   | 84  |   | 1 150  |
|  Contributions volontaires de pays d’Afrique |   |  |   | 14  |   | 14  |   | 1  |   | 8  |   | 9  |
| Revenus de projets  |   |  |   | 625  |   | 625  |   |  -  |   | 1 125  |   | 1 125  |
| Dégrèvements fiscaux suisses | 10 | 172  |   |  |   | 172  |   |  222  |   |  -  |   | 222  |
| *Total – Recettes externes* |  | **5 017**  |  | **716**  |  | **5 733**  |  | **5 068**  |  | **1 217**  |  | **6 285**  |
|   |  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| Transferts du budget administratif vers des projets |  | (277) |   | 277  |   |  -  |  | (287) |   | 287  |   |  -  |
|   |  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| **Total - Recettes** |  | **4 740**  |  | **993**  |  | **5 733**  |   | **4 781**  |   | **1 504**  |   | **6 285**  |
|   |  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| **Dépenses** |  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| *Dépenses d’exploitation :* |  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| Communications (Sensibilisation) |  | (460) |   | (184) |   | (644) |  | (590) |   | (443) |   |  (1 034) |
| Initiatives régionales, appui et conseils aux Régions |  |  (1 242) |   | (418) |   | (1 660 |  | (1 230) |   | (324) |   | (1 554) |
| Services scientifiques et techniques |  | (146) |   | (10) |   | (156) |   | (158) |   | (15) |   | (173) |
| Partenariats |  |  |   | (432) |   | (432) |   | (251) |   | (526) |   | (777) |
| Direction, opérations et appui |  |  (2 164) |   | (70) |   | (2 234) |   |  2 426) |   |  (1 484) |   |  (3 910) |
| *Total – Dépenses d’exploitation* |  |  **(4 011)** |  |  **(1 115)** |  |  **(5,126)** |   |  **(4 655)** |   |  **(2 793)** |   |  **(7 448)** |
|   |  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| **Excédent /(Déficit) net avant produits/charges** |  | **729**  |  | **(122)** |  | **607**  |   |  **126**  |   |  **(1 289)** |   |  **(1 163)** |
|   |  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| *Autres revenus (charges) :* |  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
|  Produits | 4 | 127  |   | 7  |   | 135  |   | 74  |   | 14  |   | 88  |
| Charges | 4 | 4  |   | (122) |   | (119) |   | (329) |   | (10) |   | (339) |
| Provisions et amortissements (charges) |  | 37  |   |  -  |   | 37  |   | (208) |   |  -  |   | (208) |
| *Total – Autres revenus/charges* |  | **169**  |  | **(115)** |  | **54**  |   | **(463)** |   | **4**  |   | **(459)** |
|   |  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| **Excédent /(Déficit) net après produits/charges** |  | **898**  |  | **(237)** |  | **661**  |   | **(337)** |  |  **(1 285)** |  |  **(1 622)** |
|   |  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| **ÉTAT DES SOLDES** |  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| **pour l’exercice clos au 31 décembre**  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  | **2016 - chiffres provisoires** |  | **2015** |
| *en milliers de francs suisses* |  | **Fonds administratifs** |  | **Fonds affectés à des projets** |  | **Total** |  | **Fonds administratifs** |  | **Fonds affectés à des projets** |  | **Total** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Solde en début d’exercice |  | 372  |   | 2 846  |   | 3 218  |   |  709  |   | 4 131  |   | 4 840  |
| Résultat / (déficit) net pour l’exercice | 11 | 898  |   | (237) |   | 661  |   | (337) |   |  (1 285) |   |  (1 622) |
| Transfert (depuis) vers le fonds de réserve |  |  -  |   |  -  |   |  -  |   |  -  |   |  -  |   |  -  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Solde en fin d’exercice** |  | **1 270**  |  | **2 609**  |  | **3 879**  |  |  **372**  |  | **2 846**  |  | **3 218**  |

**III. État des flux de trésorerie pour l’année achevée au 31 décembre 2016**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| *en milliers de francs suisses (CH)* | **2016** |  | **2015** |
|   |   |   |   |
| **Flux de trésorerie d’exploitation** |   |   |   |
|  |   |   |   |
| **Excédent/(Déficit) de l’exploitation** | **661** |  | **(1,622)** |
|  |  |  |  |
|  Amortissement des actifs immobilisés | 15 |   | 17 |
|  Augmentation / (diminution) des provisions pour arriérés de contributions | (37) |   | 208 |
| Augmentation / (diminution) des engagements au titre des congés du personnel et des rapatriements  | (69) |   | 38 |
|  Augmentation / (diminution) de la provision pour résiliation de contrats | (138) |   | 99 |
|  (Augmentation) / diminution des contributions à recevoir (montant brut) | 72 |   | (406) |
|  Augmentation / (diminution) des dettes envers les organisations partenaires | (498) |   | 261 |
|  (Augmentation) / diminution des autres comptes à recevoir | (10) |   | (81) |
|  Augmentation / (diminution) des contributions payées en avance | (52) |   | (146) |
|  Augmentation / (diminution) des créditeurs et charges à payer | 15 |   | (194) |
|  Augmentation / (diminution) des charges sociales à payer | (9) |   | 45 |
|  |   |   |   |
| **Montant total des flux de trésorerie d’exploitation** | **(51)** |  | **(1,781)** |
|  |   |   |   |
| **Flux de trésorerie des activités d’investissement** |   |   |   |
|  Achat d’actifs fixes | (2) |   | (10) |
|   |   |   |   |
| **Montant total des flux de trésorerie des activités d’investissement** | **(2)** |  | **(10)** |
|   |   |   |   |
| **Entrées (sorties) nettes de trésorerie de l'exercice** | **(53)** |  | **(1,791)** |
|  |   |   |   |
| Encaisse et dépôts à court terme au début de l'exercice | 4,652 |   | 6,443 |
|  |   |   |   |
| **Encaisse et dépôts à court terme à la fin de l'exercice** | **4 599** |  | **4 652** |

**Annexe 1, appendice A : Projets finances à partir de fonds affectés, du 1er janvier au
31 décembre 2016 (en milliers de CHF, erreurs possibles d’arrondis comprises)**

|  |  | **Solde (déficit) au 31 décembre 2015** |  | **Recettes 2016** |  | **Dépenses 2016** |  | **Transfert entre projets/internes** |  | **Solde (déficit) at 31 décembre 2016** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  | (DR)/CR |  | (DR)/CR |  | (DR)/CR |  | (DR)/CR |  | (DR)/CR |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Coopération internationale** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| R100159 | SGF-2009 | 60 |  | - |  | - |  | - |  | 60 |
| R100160 | SGF 2010 | 53 |  | - |  | - |  | - |  | 53 |
| R100161 | SGF-2011 | 39 |  | 0 |  | (16) |  | - |  | 23 |
| R100163 | SGF-2013 | 28 |  | 0 |  | (28) |  | - |  | 0 |
| R100263 | SGA-2013 | 17 |  | - |  | - |  | (17) |  | - |
| R100266 | SGA-2016 | - |  | 120 |  | (68) |  | - |  | 52 |
| R100350 | WFF-Exchange | 87 |  | 0 |  | (85) |  | - |  | 3 |
| R100356 | WFF-2006 | - |  | - |  | (0) |  | - |  | (0) |
| R100362 | WFF-2012 | 128 |  | 0 |  | (23) |  | - |  | 105 |
| R100363 | WFF-2013 | (17) |  | - |  | - |  | - |  | (17) |
| R100364 | WFF-2014 | 97 |  | - |  | - |  | - |  | 97 |
| R100365 | WFF - 2015 & 2016 | 84 |  | 76 |  | - |  | - |  | 160 |
| R100407 | RI Central Asia (Norway) | 9 |  | 0 |  | (6) |  | - |  | 3 |
| R100408 | Nagao Wetland Fund (NEF Japan) | - |  | 92 |  | (0) |  | - |  | 91 |
| R100809 | Danone Ecole de l'eau | 21 |  | - |  | - |  | - |  | 21 |
| R100814 | Danone 2014 | 30 |  | - |  | - |  | - |  | 30 |
| R100819 | Danone Spring | 10 |  | - |  | - |  | - |  | 10 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Total – Coopération internationale** | **647** |  | **289** |  | **(227)** |  | **(17)** |  | **692** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Sites inscrits sur la Liste de Ramsar** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| R100110 | RAM | 60 |  | 47 |  | (18) |  | - |  | 90 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Total des sites inscrits sur la Liste de Ramsar** | **60** |  | **47** |  | **(18)** |  | **-** |  | **90** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Autres** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| R100100 | Admin | 625 |  | 6 |  | 122 |  | 112 |  | 865 |
| R100102 | SISR redevelopment | 102 |  | 11 |  | (123) |  | 47 |  | 36 |
| R100103 | Web redevelopment | 53 |  | 0 |  | (61) |  | 70 |  | 62 |
| R100104 | Development | 10 |  | 0 |  | (2) |  | - |  | 7 |
| R100105 | Science Review | 33 |  | - |  | - |  | - |  | 33 |
| R100106 | Strategic Plan 2016 | 18 |  | - |  | (0) |  | - |  | 18 |
| R100107 | SC48 translation/interpretation | 18 |  | - |  | 14 |  | (32) |  | - |
| R100108 | COP12 Translation (FOEN-CH) | 59 |  | - |  | (14) |  | - |  | 45 |
| R100109 | SC51 | 6 |  | - |  | (10) |  | 4 |  | - |
| R100190 | Water cycle | 11 |  | - |  | - |  | - |  | 11 |
| R100210 | WA Urbanisation | 16 |  | - |  | - |  | - |  | 16 |
| R100310 | Americas - Admin | - |  | - |  | (1) |  | - |  | (1) |
| R100311 | Rio Cruces | 197 |  | - |  | (88) |  | - |  | 110 |
| R100402 | Bhutan | (10) |  | - |  | - |  | - |  | (10) |
| R100403 | AIT/JAPAN/MYANMAR | 2 |  | - |  | - |  | - |  | 2 |
| R100404 | KOREA/WETLAND CENTRES | 3 |  | - |  | - |  | - |  | 3 |
| R100405 | RI Central Asia (Japan) | 4 |  | - |  | (3) |  | - |  | 1 |
| R100406 | WWF Grant, WWD Korea | (7) |  | 5 |  | (1) |  | 1 |  | (1) |
| R100622 | COP11 - RM Africa | 7 |  | - |  | - |  | (7) |  | - |
| R100630 | COP12 Admin budget | 128 |  | (80) |  | (7) |  | (40) |  | - |
| R100631 | COP - Delegate Support | (28) |  | 30 |  | - |  | - |  | 2 |
| R100815 | Danone 2015 | 6 |  | - |  | (16) |  | 3 |  | (6) |
| R100816 | Danone 2016 | (5) |  | 271 |  | (152) |  | - |  | 114 |
| R100902 | STRP 2009-2011 | 11 |  | - |  | - |  | - |  | 11 |
| R100903 | STRP 2013-2015 | 113 |  | - |  | - |  | - |  | 113 |
| R100904 | STRP 2016-2018 | - |  | 0 |  | (10) |  | 40 |  | 30 |
| R100910 | TEEB | 39 |  | - |  | - |  | - |  | 39 |
| R101000 | SSFA, Expert Group on Water Cycle | 26 |  | - |  | - |  | (5) |  | 21 |
| R101001 | WCMC, Online National Report Format | 57 |  | 0 |  | (20) |  | (24) |  | 13 |
| R101002 | NORAD 2015 | 453 |  | 6 |  | (398) |  | (19) |  | 42 |
| R101003 | MAVA 13-32 | 70 |  | 125 |  | (129) |  | - |  | 65 |
| R101004 | UNEP, Law and Environment Outlook | - |  | - |  | (3) |  | - |  | (3) |
| R101005 | Wetlands Extent Trends (WET) Index | - |  | - |  | - |  | 24 |  | 24 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Total - Autres**  | **2 016** |  | **373** |  | **(904)** |  | **173** |  | **1 659** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Initiatives régionales** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| R100132 | RI - WACOWET | 49 |  | - |  | - |  | - |  | 49 |
| R100133 | RI - CARIWET | 26 |  | 0 |  | (30) |  | - |  | (4) |
| R100135 | RI - Mangrove | 9 |  | - |  | (10) |  | - |  | (1) |
| R100137 | RI - East Africa Centre | 27 |  | - |  | - |  | - |  | 27 |
| R100138 | RI - Niger River Basin Network | 8 |  | - |  | (8) |  | 1 |  | - |
| R100139 | RI - Carpathian Wetlands Initiative | 3 |  | - |  | (3) |  | - |  | - |
| R100141 | RI - Black and Azov Sea Coast | 3 |  | - |  | (3) |  | - |  | - |
| R100142 | RI - Amazon River Basin | - |  | - |  | - |  | 30 |  | 30 |
| R100143 | RI - Central Asia | - |  | - |  | (18) |  | 30 |  | 12 |
| R100144 | RI - Indo-Burma | - |  | - |  | - |  | 30 |  | 30 |
| R100145 | RI - Senegal River Basin | - |  | - |  | (18) |  | 30 |  | 12 |
| R100200 | AVC, African Regional Initiatives | - |  | 14 |  | (0) |  | - |  | 14 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Total – Initiatives régionales** | **123** |  | **14** |  | **(89)** |  | **121** |  | **169** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Total général** | **2 846** |  | **723** |  | **(1 237)** |  | **277** |  | **2 609** |

**Annexe 2 : Résultats du budget administratif 2017 (1er janvier – 31 décembre 2017)
(en milliers de CHF, erreurs possibles d’arrondis comprises)**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Budget combiné Ramsar approuvé à la 53e Réunion du Comité permanent** | **Budget****approuvé 2017** | **Utilisation autorisée du surplus de 2016 en 2017 et jeu d’écriture autorisé dans le budget des déplacements** | **Budget disponible total 2017** | **Dépenses 2017** | **Écart** |
| **En milliers de francs suisses** | (A) | (B) | (C) = (A) + (B) | (D) | (C) - (D) |
| **REVENUS** |  |  |  |   |   |
| Contributions des Parties contractantes | 3 779 | 0 | 3 779 | 3 779 | 0 |
| Contributions volontaires | 1 065 | 0 | 1 065 | 1 066 | 1 |
| Impôts sur le revenu | 225 | 0 | 225 | 215 | 10 |
| Autres revenus (y compris revenu d’intérêt) | 12 | 0 | 12 | 5 | 7 |
| **MONTANT TOTAL DES REVENUS** | **5 081** | **0** | **5 081** | **5 064** | **17** |
| **DÉPENSES** |   |   |   |  |  |
| **A. Cadres supérieur du Secrétariat** | **798** | **0** | **798** | **695** | **103** |
| Salaires et charges sociales | 674 | 0 | 674 | 631 | 43 |
| Autres prestations liées à l’emploi | 79 | 0 | 79 | 19 | 60 |
| Déplacements | 45 | 0 | 45 | 45 | 0 |
| **B. Mobilisation des ressources et sensibilisation** | **250** | **0** | **250** | **66** | **184** |
| Salaires et charges sociales | 188 | 0 | 188 | 66 | 122 |
| Autres prestations liées à l’emploi | 52 | 0 | 52 | 0 | 52 |
| Déplacements | 10 | 0 | 10 | 0 | 10 |
| **C. Appui et conseils aux Régions** | **1 342** | **90** | **1 432** | **1 292** | **140** |
| Salaires et charges sociales | 1,201 | 0 | 1,201 | 1,118 | 83 |
| Autres prestations liées à l’emploi | 56 | 0 | 56 | 63 | (7) |
| Déplacements | 85 | 0 | 85 | 96 | (11) |
| Missions consultatives Ramsar  | 0 | 90 | 90 | 13 | 77 |
| **D. Appui aux Initiatives régionales** | **120** | **0** | **120** | **92** | **28** |
| Activité 1 : Bassin du Sénégal | 30 | 0 | 30 | 30 | 0 |
| Activité 2 : Bassin de l’Amazone | 30 | 0 | 30 | 2 | 28 |
| Activité 3 : Asie centrale | 30 | 0 | 30 | 30 | 0 |
| Activité 4 : Indo-Birmanie | 30 | 0 | 30 | 30 | 0 |
| **E. Services scientifiques et techniques** | **392** | **0** | **392** | **309** | **83** |
| Salaires et charges sociales | 290 | 0 | 290 | 209 | 81 |
| Autres prestations liées à l’emploi | 2 | 0 | 2 | 2 | 0 |
| Déplacements | 10 | 0 | 10 | 14 | (4) |
| Mise en œuvre GEST | 40 | 0 | 40 | 23 | 17 |
| Réunions GEST | 50 | 0 | 50 | 61 | (11) |
| **F. Communications** | **389** | **1** | **389** | **334** | **55** |
| Salaires et charges sociales | 254 | 0 | 254 | 251 | 3 |
| Autres prestations liées à l’emploi | 0 | 0 | 0 | 0 | (0) |
| Déplacements | 5 | 0 | 5 | 9 | (3) |
| Programme de CESP | 30 | 0 | 30 | 0 | 30 |
| Communications, traduction, publications et rapports | 100 | 0 | 100 | 74 | 26 |
| **G. Administration/SISR/Web** | **896** | **109** | **1 005** | **751** | **254** |
| Salaires et charges sociales | 629 | 99 | 728 | 624 | 104 |
| Autres prestations liées à l’emploi | 5 | 0 | 5 | 2 | 3 |
| Recrutement et indemnités de départ | 25 | 0 | 25 | 40 | (15) |
| Déplacements | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Service d’information sur les Sites Ramsar (entretien et développement) | 117 | 10 | 127 | 57 | 70 |
| Appui et développement du Web/TI  | 120 | 0 | 120 | 28 | 95 |
| **H. Coûts de fonctionnement** | **94** | **55** | **149** | **122** | **27** |
| Services généraux | 79 | 0 | 79 | 73 | 6 |
| Équipements/fournitures de bureau | 15 | 0 | 15 | 19 | (4) |
| Planification et renforcement des capacités | 0 | 55 | 55 | 29 | 26 |
| **I. Services au Comité permanent** | **150** | **40** | **190** | **155** | **35** |
| Appui aux délégués du Comité permanent | 45 | 0 | 45 | 46 | (1) |
| Réunions du Comité permanent | 10 | 0 | 10 | 19 | (9) |
| Services de traduction pour le Comité permanent | 60 | 0 | 60 | 50 | 10 |
| Services d’Interprétation simultanée lors des réunions du Comité permanent | 35 | 0 | 35 | 27 | 8 |
| Autres réunions | 0 | 40 | 40 | 14 | 26 |
| **J. Coûts des services administratifs de l’UICN** **(maximum)** | **540** | **0** | **540** | **519** | **21** |
| Administration, ressources humaines, services financiers et informatiques | 540 | 0 | 540 | 519 | 21 |
| **K. Divers – Fonds de réserve** | **110** | **0** | **110** | **198** | **(88)** |
| Provisions | 50 | 0 | 50 | 138 | (88) |
| Services juridiques | 60 | 0 | 60 | 60 | (0) |
| **MONTANT TOTAL DES DÉPENSES** | **5 081** | **294** | **5 375** | **4 533** | **842** |
|  |  |  |  |  |  |
| **EXCÉDENT/DÉFICIT** |  |  |  | 531 | **825** |

**Annexe 3 : Projets financés à partir de fonds affectés, du 1er janvier au 31 décembre 2017**

(en milliers de CHF), erreurs possibles d’arrondis comprises

|  |  | **Solde (déficit) au 31 décembre 2016** |  | **Revenus 2017** |  | **Dépenses 2017** |  | **Transferts entre projets/internes** |  | **Solde (déficit) au 31 décembre 2017** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  | (DR)/CR |  | (DR)/CR |  | (DR)/CR |  | (DR)/CR |  | (DR)/CR |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Coopération internationale** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| R100159 | SGF-2009 | 60 |  | - |  | - |  | - |  | 60 |
| R100160 | SGF 2010 | 53 |  | - |  | - |  | - |  | 53 |
| R100161 | SGF-2011 | 23 |  | - |  | - |  | - |  | 23 |
| R100163 | SGF-2013 | 0 |  | - |  | 1 |  | - |  | 1 |
| R100266 | SGA-2016 | 52 |  | - |  | 1 |  | (4) |  | 49 |
| R100350 | WFF-Exchange | 3 |  | 0 |  | (11) |  | 8 |  | - |
| R100356 | WFF-2006 | (0) |  | - |  | - |  | 0 |  | - |
| R100362 | WFF-2012 | 105 |  | (0) |  | (38) |  | (33) |  | 35 |
| R100363 | WFF-2013 | (17) |  | - |  | (8) |  | 25 |  | - |
| R100364 | WFF-2014 | 97 |  | 0 |  | (48) |  | - |  | 49 |
| R100365 | WFF – 2015 -2017 | 160 |  | 41 |  | - |  | - |  | 201 |
| R100407 | RI Central Asia (Norway) | 3 |  | (0) |  | 0 |  | - |  | 3 |
| R100408 | Nagao Wetland Fund (NEF Japan) | 91 |  | 87 |  | (66) |  | (8) |  | 104 |
| R100809 | Danone Ecole de l'eau | 21 |  | - |  | - |  | - |  | 21 |
| R100814 | Danone 2014 | 30 |  | - |  | (0) |  | - |  | 30 |
| R100819 | Danone Spring | 10 |  | - |  | (1) |  | - |  | 9 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Total coopération internationale** | **692** |  | **128** |  | **(170)** |  | **(12)** |  | **638** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Sites inscrits sur la Liste de Ramsar**  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| R100110 | RAM | 90 |  | 81 |  | (73) |  | - |  | 98 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Total des sites inscrits sur la Liste de Ramsar** | **90** |  | **81** |  | **(73)** |  | **-** |  | **98** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Autres** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| R100100 | Admin | 865 |  | 4 |  | (0) |  | (74) |  | 795 |
| R100102 | SISR redevelopment | 36 |  | - |  | (20) |  | 23 |  | 39 |
| R100103 | Web redevelopment | 62 |  | - |  | 2 |  | - |  | 64 |
| R100104 | Development | 7 |  | 0 |  | - |  | - |  | 7 |
| R100105 | Science Review | 33 |  | - |  | - |  | - |  | 33 |
| R100106 | Strategic Plan 2016 | 18 |  | - |  | - |  | - |  | 18 |
| R100108 | COP12 Translation (FOEN-CH) | 45 |  | - |  | - |  | - |  | 45 |
| R100190 | Water cycle | 11 |  | - |  | - |  | - |  | 11 |
| R100210 | WA Urbanisation | 16 |  | - |  | - |  | - |  | 16 |
| R100310 | Americas - Admin | (1) |  | - |  | - |  | 1 |  | - |
| R100311 | Rio Cruces | 110 |  | 2 |  | - |  | - |  | 112 |
| R100402 | Bhutan | (10) |  | - |  | - |  | - |  | (10) |
| R100403 | AIT/JAPAN/MYANMAR | 2 |  | - |  | - |  | (2) |  | - |
| R100404 | KOREA/WETLAND CENTRES | 3 |  | - |  | - |  | (3) |  | - |
| R100405 | RI Central Asia (Japan) | 1 |  | - |  | (1) |  | - |  | - |
| R100406 | WWF Grant, WWD Korea | (1) |  | - |  | (3) |  | - |  | (4) |
| R100631 | COP - Delegate Support | 2 |  | - |  | - |  | (2) |  | - |
| R100637 | COP-2018 | - |  | - |  | - |  | 49 |  | 49 |
| R100638 | SC-Standing Committee  | - |  | - |  | - |  | 32 |  | 32 |
| R100700 | CEPA | - |  | - |  | - |  | 9 |  | 9 |
| R100815 | Danone 2015 | (6) |  | - |  | 6 |  | - |  | - |
| R100816 | Danone 2016 | 114 |  | - |  | (172) |  | (5) |  | (62) |
| R100902 | STRP 2009-2011 | 11 |  | - |  | - |  | (11) |  | 0 |
| R100903 | STRP 2013-2015 | 113 |  | - |  | - |  | (113) |  | 0 |
| R100904 | STRP 2016-2018 | 30 |  | 0 |  | (20) |  | 124 |  | 133 |
| R100910 | TEEB | 39 |  | - |  | - |  | - |  | 39 |
| R101000 | SSFA, Expert Group on Water Cycle | 21 |  | - |  | (23) |  | - |  | (3) |
| R101001 | WCMC, Online National Report Format | 13 |  | 0 |  | 0 |  | - |  | 14 |
| R101002 | NORAD 2015 | 42 |  | 0 |  | (15) |  | - |  | 27 |
| R101003 | MAVA 13-32 | 65 |  | 141 |  | (130) |  | 15 |  | 61 |
| R101004 | UNEP, Law and Environment Outlook | (3) |  | - |  | 3 |  | - |  | - |
| R101005 | Wetlands Extent Trends (WET) Index | 24 |  | - |  | (24) |  | - |  | - |
| R117100 | UNEP Infomea Project funds  | - |  | 25 |  | (20) |  | (6) |  | - |
| R118100 | Ramsar Pre\_COP 13-FUNDS All Parties | - |  | 45 |  | 0 |  | - |  | 45 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Total - Autres** | **1 659** |  | **218** |  | **(417)** |  | **10** |  | **1 470** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Initiatives régionales** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| R100132 | RI - WACOWET | 49 |  | - |  | - |  | - |  | 49 |
| 100133 | RI - CARIWET | (4) |  | - |  | - |  | - |  | (4) |
| R100135 | RI - Mangrove | (1) |  | - |  | - |  | - |  | (1) |
| R100137 | RI - East Africa Centre | 27 |  | - |  | - |  | - |  | 27 |
| R100142 | RI - Amazon River Basin | 30 |  | 0 |  | (21) |  | - |  | 9 |
| R100143 | RI - Central Asia | 12 |  | - |  | (12) |  | - |  | - |
| R100144 | RI - Indo-Burma | 30 |  | - |  | (30) |  | - |  | - |
| R100145 | RI - Senegal River Basin | 12 |  | - |  | (12) |  | - |  | - |
| R100200 | AVC, African Regional Initiatives | 14 |  | 15 |  | (0) |  | 2 |  | 31 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Total – Initiatives générales** | **169** |  | **15** |  | **(75)** |  | **2** |  | **112** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Total général** | **2 609** |  | **442** |  | **(734)** |  | **(0)** |  | **2 317** |

**Annexe 4 : Budget administratif proposé pour 2018**

| **En milliers de CHF**  | **Budget 2018 (approuvé à la COP12** | **Utilisation autorisée du surplus de 2016 en 2018\*** | **Réallocation proposée 2018** | **Transfert des soldes non dépensés de 2017** | **Budget proposé pour 2018 après réallocation** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| REVENUS  |
| Contributions des Parties | 3 779 |   |   |  | 3 779 |
| Contributions volontaires | 1 065 |   |   |  | 1 065 |
| Impôts | 225 |   |   |  | 225 |
| Revenus d’intérêts | 12 |   |   |  | 12 |
| **TOTAL DES REVENUS** | **5 081** | **0** | **0** |  | **5 081** |
| **DÉPENSES** |
| A. Cadres supérieurs du Secrétariat | **798** | **0** | **0** | **103** | **901** |
| Salaires et charges sociales | 674 |   |   | 43 | 717 |
| Autres prestations liées à l’emploi | 79 |   |   | 60 | 139 |
| Déplacements | 45 |   |   |  | 45 |
| **B. Mobilisation des ressources et sensibilisation** | **250** | **0** | **(80)** | **167** | **337** |
| Salaires et charges sociales | 188 |   | (80) | 105 | 213 |
| Autres prestations liées à l’emploi | 52 |   |   | 52 | 104 |
| Déplacements | 10 |   |   | 10 | 20 |
| **C. Appui et conseils aux régions** | **1 342** | **0** | **10** | **140** | **1 492** |
| Salaires et charges sociales | 1 201 |   |   | 83 | 1 284 |
| Autres prestations liées à l’emploi | 56 |   |   | (7) | 49 |
| Déplacements | 85 |   | 10 | -11 | 84 |
| Missions consultatives Ramsar  |   |   |   | 77 | 77 |
| **D. Appui aux Initiatives régionales** | **120** |  | **0** | **28** | **148** |
| Réseaux et centre régionaux | 120 |   |   | 28 | 148 |
| **E. Sciences et politiques** | **212** | **0** | **185** | **83** | **480** |
| Salaires et charges sociales | 110 |   | 180 | 81 | 371 |
| Autres prestations liées à l’emploi | 2 |   |   |  | 2 |
| Déplacements | 10 |   | 5 | (4) | 11 |
| Mise en œuvre du Plan de travail du GEST | 40 |   |   | 17 | 57 |
| Réunions du GEST | 50 |   |   | (11) | 39 |
| **F. Communications** | **569** | **0** | **(180)** | **55** | **444** |
| Salaires et charges sociales | 434 |   | (180) | 3 | 257 |
| Autres prestations liées à l’emploi | 0 |   | 0 |  | 0 |
| Déplacements | 5 |   |   | (4) | 1 |
| Programme de CESP | 30 |   |   | 30 | 60 |
| Communications, traduction, publications et rapports | 100 |   |   | 26 | 126 |
| G. Administration/SISR/Web | **896** | **57** | **(35)** | **254** | **1 172** |
| Salaires et charges sociales | 629 | 57 |   | 104 | 790 |
| Autres prestations liées à l’emploi | 5 |   |   | 3 | 8 |
| Recrutement et indemnités de départ | 25 |   | 45 | (15) | 55 |
| Déplacements |   |   |   |  | 0 |
| Appui et développement Web/TI | 120 |   | (40) | 70 | 150 |
| Service d'information sur les Sites Ramsar (entretien et développement) | 117 |   | (40) | 92 | 169 |
| H. Coûts de fonctionnement  | **94** | **55** | **0** | **27** | **176** |
| Services généraux  | 80 |   |   | 6 | 86 |
| Équipements/fournitures de bureau | 14 |   |   | (4) | 10 |
| Planification et renforcement des capacités |   | 55 |   | 26 | 81 |
| I. Services au Comité permanent | **150** | **0** | **0** | **35** | **185** |
| Appui aux délégués du Comité permanent | 45 |   |   | (1) | 44 |
| Réunions du Comité permanent | 10 |   |   | (9) | 1 |
| Services de traduction pour le Comité permanent | 60 |   |   | 10 | 70 |
| Services d’interprétation simultanée lors des réunions du Comité permanent | 35 |   |   | 8 | 43 |
| J. Coûts des services administratifs de l’UICN (maximum) |  |  |  | 26 | 26 |
| Administration, ressources humaines, services financiers & informatiques | **540** | **0** | **20** | **21** | **581** |
| K. Divers – Fonds de réserve | 540 |   | 20 | 21 | 581 |
| Provisions | **110** | **0** | **80** | **(88)** | **102** |
| Services juridiques | 50 |   | 80 | (88) | 43 |
| MONTANT TOTAL DES DÉPENSES | 60 |   | 0 | (1) | 59 |
| H. Coûts de fonctionnement\*\*  | **5 081** | **112** | **0** | **825** | **6 018** |

\* Voir SC53-29. Sur un excédent de 510 000 CHF en 2016, 112 000 CHF réalloués pour 2018 ; proposition se mettre de côté un solde non affecté pour 2016 de 44 000 CHF pour le Plan stratégique pour la période triennale 2019-2021

\*\* Insuffisance de revenu d’un montant de 17 000 CHF déduite du report du salaire du directeur, Mobilisation des ressources et sensibilisation (122 000 CHF – 17 000 CHF = 105 000 CHF), venant du transfert général du solde non dépensé de 842 000 CHF (crédits non dépensés) – 17 000 CHF (insuffisance de revenu) = 842 000 CHF (voir aussi annexe 2).

1. https://www.ramsar.org/sites/default/files/documents/library/report\_auditor\_ramsar\_2016\_e.pdf [↑](#footnote-ref-1)
2. https://www.ramsar.org/sites/default/files/documents/library/report\_auditor\_ramsar\_2017\_e.pdf [↑](#footnote-ref-2)
3. De l’excédent de 2016 d’un montant de 510 000 CHF, 44 000 CHF n’ont pas été alloués et 60 000 CHF ont été mis de côté pour les Initiatives régionales. Sur les 406 000 CHF restants, 294 000 CHF ont été affectés au budget 2017 et 112 000 au budget 2018 (voir document SC53-29). [↑](#footnote-ref-3)